

Ambivalence en période de crise et au-delà : pourquoi les travailleuses domestiques migrantes restent vulnérables malgré l'aide disponible ?

Christina Mittmasser, Milena Chimienti, Emma Gauttier, Myrian Carbajal
27th August 2026



En Suisse, les femmes migrantes qui travaillent comme nettoyeuses ou nourrices dans des ménages privés sont largement invisibilisées et précarisées par leurs conditions de travail et de séjour. Pendant la pandémie de COVID-19, nombre d'entre elles ont perdu leur emploi du jour au lendemain et n'ont reçu que peu de soutien de la part des institutions publiques. Pourquoi l'aide disponible pendant la pandémie leur a-t-elle si souvent fait défaut ? Nous montrons que cela reflète une tendance plus large à marginaliser systématiquement les travailleuses domestiques.

Un soutien qui exclut

Lorsque la pandémie a frappé, de nombreux travailleur·ses ont bénéficié d'aides de l'État, notamment des indemnités de chômage partiel. Conçues pour aider les employeur·ses à conserver leurs employé·es, ces aides couvraient jusqu'à 80 % des salaires perdus. Pourtant, elles ne s'appliquaient qu'aux

employé·es d'entreprises telles que les restaurants, tandis que les travailleuses au sein de ménages privés en étaient exclues.

Cette situation met en lumière la conditionnalité de nombreux dispositifs d'aide. Elle reflète également l'invisibilisation structurelle du travail féminisé et racialisé dans les foyers privés. Les travailleuses domestiques migrantes ont été exclues non pas parce qu'elles n'étaient pas touchées, mais parce que les tâches de nettoyage et de soin dans les ménages privés n'étaient pas reconnues à leur juste valeur. Comme l'a déclaré une travailleuse interrogée : « Nous sommes tout en bas de la liste. C'est le travail le moins valorisé. »

Aide temporaire, vulnérabilité persistante

Au niveau local, les autorités et la société civile sont intervenues. Elles ont distribué de la nourriture, proposé des aides d'urgence ou mis en place des dispositifs d'aide temporaire, comme une aide financière exceptionnelle pour compenser la perte de revenus, à Genève et à Zurich notamment. Ces initiatives ont apporté un soulagement crucial à court terme, y compris pour les personnes travaillant dans le secteur informel ou sans permis de séjour. Pourtant, la plupart de ces programmes n'ont duré que quelques mois et n'étaient pas conçus pour remédier aux inégalités à long terme. Une fois la crise apaisée, le soutien a largement disparu, tandis que les conditions de précarité sont restées les mêmes.

Une travailleuse domestique, mère célibataire et sans-papiers a reçu une aide financière à court terme, mais en décrit les limites : « J'ai pu acheter de la nourriture (...), mais je suis toujours dans une situation financière très difficile, et même si je travaille à temps plein, je ne pense pas que je pourrai m'en sortir. » En ce sens, les mesures liées à la pandémie de COVID-19 ont davantage fonctionné sur le principe de charité que sur la reconnaissance de droits durables. Ce soutien a atténué les préjudices, mais n'a pas remédié aux structures à l'origine de la vulnérabilité.

Pourquoi beaucoup ne demandent-elles pas d'aide ?

Même lorsque des aides existaient, de nombreuses travailleuses n'y ont pas recouru. La peur et la méfiance vis-à-vis de l'Etat ont joué un rôle clé. Demander de l'aide implique souvent de partager des informations personnelles, ce qui peut sembler risqué, en particulier pour les travailleuses sans papiers. Mais même celles qui ont un permis de séjour tentent souvent de rester discrètes. Cette tendance s'inscrit dans un contexte plus large en Suisse, où l'aide sociale et le contrôle des migrations sont étroitement liés. Depuis la révision de 2019 de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI), le recours à l'aide sociale peut entraîner le non-renouvellement du statut de séjour voire une expulsion. Cette situation a conduit à un non-recours généralisé aux prestations, une tendance qui s'est particulièrement accentuée pendant la pandémie.

La crainte d'être perçue comme un fardeau, combinée aux risques réels liés à l'accès à l'aide sociale, contribue également à une forme d'autodiscipline. Lors des entretiens, de nombreuses travailleuses insistent sur leur autonomie

par rapport aux institutions et se distancient de toute dépendance à l'aide. Ces femmes rejettent en somme l'image de victime passive, et adaptent leurs comportements au critère d'indépendance, malgré leur vulnérabilité structurelle.

Un système de soutien « ambivalent »

L'ensemble de ces dynamiques renvoient à ce que nous appelons la « gouvernance par l'ambivalence ». Les politiques incluent et excluent, aident et contraignent simultanément. Cette ambivalence n'est pas propre à la pandémie. Elle reflète la manière dont la main-d'œuvre migrante est gérée de manière plus générale. La vulnérabilité est à la fois réduite et maintenue. C'est précisément cette vulnérabilité qui garantit la disponibilité continue des femmes migrantes en tant que main-d'œuvre fiable dans le secteur de l'économie domestique.

La pandémie a rendu ces ambivalences visibles, mais elles existaient bien avant. Les travailleuses domestiques migrantes sont indispensables au fonctionnement de la société suisse, mais leurs existences en Suisse sont contraintes. Elles ne sont pas nécessairement expulsées, mais ne bénéficient pas non plus d'une protection. En continuant de s'appuyer sur des solutions temporaires et un soutien conditionnel, les politiques risquent de perpétuer les inégalités en limitant les possibilités de recours. Pour aller au-delà de la gestion de crise, il faut donc reconnaître les travailleuses domestiques comme des travailleuses essentielles et garantir l'accès à des droits stables plutôt qu'à une aide d'urgence exceptionnelle.

Références :

Mittmasser, Christina, Milena Chimienti, Myrian Carbajal, & Emma Gauttier. (2026) Governing Vulnerability Through Ambivalence: Support Measures for Migrant Domestic Workers In and Beyond Crises. Critical Social Policy 0(0). Online First: <https://doi.org/10.1177/02610183261452534>

Ce travail a été soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique dans le cadre du Programme national de recherche « COVID-19 et société ». Voir : <https://www.nfp80.ch/en/hcexW6S0QyYRrfm0/project/impact-of-covid-19-on-the-agency-of-migrant-women-working-in-domestic-services>

Image: [Unsplash](#)